

**Direction  
départementale  
de la cohésion sociale et  
de la protection des  
populations**

Service protection et  
santé animales et  
installations classées pour  
la protection de  
l'environnement



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**PRÉFET DE LA SAVOIE**

**ARRÊTE PREFECTORAL  
portant mise en demeure**

**Société PRD  
Commune de Les Marches**

**LE PRÉFET DE LA SAVOIE**

*Chevalier de l'Ordre national de la Légion d'honneur,*

VU le Code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-3 et L. 514-5 ;

VU la nomenclature des installations classées et notamment la rubrique 2718 relative aux installations de transit, regroupement et tri de déchets dangereux ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 octobre 2014 mettant en demeure la société PRD, représentée par monsieur Jérôme PERCEVAL, de régulariser la situation administrative de son installation de stockage de déchets amiantés, située sur le territoire de la commune de Les Marches ;

VU l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2014 portant suspension d'activité et mesures conservatoires à la société PRD, représentée par monsieur Jérôme PERCEVAL, pour son installation de stockage de déchets amiantés, située sur le territoire de la commune de Les Marches ;

VU le rapport du 23 mai 2016 de l'inspecteur de l'environnement établi suite à la visite des 30 mars 2016 et 14 avril 2016 et transmis à l'exploitant par courrier en date du 30 mai 2016 dans le cadre de la procédure contradictoire ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du projet d'arrêté susvisé ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant a constitué sur son site des Marches un dépôt illégal de déchets amiantés relevant de la rubrique 2718 de la nomenclature des installations classées ;

**CONSIDÉRANT** qu'en parallèle de la suspension des activités d'entreposage et transit de déchets amiantés, l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2014 a imposé en son article 2 des mesures conservatoires ;

**CONSIDÉRANT** qu'il ressort des visites des 30 mars et 14 avril 2016 que l'exploitant ne respecte pas les mesures conservatoires susmentionnées dans la mesure où plusieurs palettes de carton amianté et de fibrociment ne sont pas filmées, ni étiquetées ;

**CONSIDÉRANT** que cette situation présente des risques sanitaires pour le voisinage proche de l'installation, en lien avec l'émission potentielle de fibres d'amiante, et qu'il convient d'y mettre un terme ;

**SUR** proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie,

## ARRÊTE

### Article 1.

La société PRD, représentée par son gérant monsieur Jérôme Perceval, dont le siège social est établi 2, rue de la Faïencerie, 1227 Carouge (Suisse), et qui exploite une installation de transit et regroupement de déchets amiantés au 341 chemin du Veyrier sur la commune de Les Marches, est mise en demeure de respecter l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2014 en emballant et en étiquetant l'ensemble des déchets amiantés entreposés sur le site sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

Ces dispositions concernent en particulier, et par ordre de priorité, les déchets d'amiante libre.

### Article 2.

Dans le cas où les obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### Article 3. Notification

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

### Article 4. Délais et voie de recours

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;

### Article 5. Exécution

Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie, monsieur le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Savoie et madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à madame le Maire de Les Marches.

Chambéry, le **29 JUIN 2016**

Le préfet

Pour le Préfet et par délégation,  
La secrétaire générale

**Juliette TRIGNAT**